

Merci, Madame la Vice-Présidente,

Au nom de PEN International, Artists at Risk Connection (ARC) de PEN America et du Centre PEN des écrivains cubains en exil, nous sommes honorés de nous adresser au Conseil des droits de l'homme concernant le résultat de l'Examen Périodique Universel (EPU) de l'État cubain.

Depuis le dernier EPU en 2018, Cuba fait face à un exode de personnes au milieu d'une criminalisation de plus en plus profonde de la liberté d'expression, artistique et de la protestation sociale, qui inclut l'adoption de législations restreignant ces libertés.

Deux mois après les manifestations du 11 juillet 2021 à Cuba, PEN International, ARC et des organisations partenaires ont documenté 39 arrestations d'artistes, 55 artistes et écrivains détenus arbitrairement, en résidence surveillée ou faisant l'objet d'enquêtes dans le cadre de procédures judiciaires illégales. Le groupe de travail Justice 11J a documenté l'arrestation de 68 artistes ou professionnels de la culture lors de manifestations pacifiques en 2021 et 2022. Par la suite, plus d'une douzaine d'artistes ont été forcés à l'exil et au moins une autre douzaine reste détenue.

Nous attirons l'attention sur les cas des artistes Luis Manuel Otero Alcántara, Maykel Castillo Pérez et María Cristina Garrido Rodríguez, qui, entre autres, ont été condamnés à des peines de prison à Cuba pour avoir exercé leur libre expression.

Nous exhortons les États membres des Nations Unies à exiger la libération immédiate des artistes et écrivains emprisonnés à Cuba, à mettre fin à l'exil forcé, à demander à Cuba de répondre aux recommandations formulées par les États et à prendre des mesures pour garantir la pleine jouissance des droits de l'homme.

Merci.

## SIGNATAIRES

PEN International  
PEN America's Artists at Risk Connection (ARC)  
PEN Club of Cuban Writers in Exile  
ARTICLE 19 Oficina para México y Centroamérica  
Civil Rights Defenders  
Cubalex  
Instituto sobre Raza, Igualdad y Derechos Humanos (Raza e Igualdad)  
Justicia 11J